

Table of contents

Version [DATE]

[reference to the provisions of the Budapest Convention]

Chapter I – Use of terms

Article 1 – “Computer system”, “computer data”, “service provider”, “traffic data”

Chapter II – Measures to be taken at the national level

Section 1 – Substantive criminal law

Article 2 – Illegal access

Article 3 – Illegal interception

Article 4 – Data interference

Article 5 – System interference

Article 6 – Misuse of devices

Article 7 – Computer-related forgery

Article 8 – Computer-related fraud

Article 9 – Offences related to child pornography

Article 10 – Offences related to infringements of copyright and related rights

Article 11 – Attempt and aiding or abetting

Article 12 – Corporate liability

Article 13 – Sanctions and measures

Section 2 – Procedural law

Article 14 – Scope of procedural provisions

Article 15 – Conditions and safeguards

Article 16 – Expedited preservation of stored computer data

Article 17 – Expedited preservation and partial disclosure of traffic data

Article 18 – Production order

Article 19 – Search and seizure of stored computer data

Article 20 – Real-time collection of traffic data

Article 21 – Interception of content data

Section 3 – Jurisdiction

Article 22 – Jurisdiction

Chapter III – International co-operation

Article 24 – Extradition

Article 25 – General principles relating to mutual assistance

Article 26 – Spontaneous information

Article 27 – Procedures pertaining to mutual assistance requests in the absence of applicable international agreements

Article 28 – Confidentiality and limitation on use

Article 29 – Expedited preservation of stored computer data

Article 30 – Expedited disclosure of preserved traffic data

Article 31 – Mutual assistance regarding accessing of stored computer data

Article 32 – Trans-border access to stored computer data with consent or where publicly available

Article 33 – Mutual assistance in the real-time collection of traffic data

Article 34 – Mutual assistance regarding the interception of content data

Article 35 – 24/7 Network

This profile has been prepared by the Cybercrime Programme Office (C-PROC) of the Council of Europe in view of sharing information on cybercrime legislation and assessing the current state of implementation of the Budapest Convention on Cybercrime under national legislation. It does not necessarily reflect official positions of the State covered or of the Council of Europe.

State:	
Signature of the Budapest Convention:	
Ratification/accession:	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
Chapter I – Use of terms	
<p>Article 1 – “Computer system”, “computer data”, “service provider”, “traffic data”:</p> <p>For the purposes of this Convention:</p> <p>a “computer system” means any device or a group of interconnected or related devices, one or more of which, pursuant to a program, performs automatic processing of data;</p> <p>b “computer data” means any representation of facts, information or concepts in a form suitable for processing in a computer system, including a program suitable to cause a computer system to perform a function;</p> <p>c “service provider” means:</p> <p>i any public or private entity that provides to users of its service the ability to communicate by means of a computer system, and</p> <p>ii any other entity that processes or stores computer data on behalf of such communication service or users of such service;</p> <p>d “traffic data” means any computer data relating to a communication by means of a computer system, generated by a computer system that formed a part in the chain of communication, indicating the communication’s origin, destination, route, time, date, size, duration, or type of underlying service</p>	<p>LOI N°025-2018/AN PORTANT CODE PENAL</p> <p>LIVRE VII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES</p> <p>Article 700-1 :</p> <p>Au sens du présent livre, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système informatique : tout dispositif isolé ou ensemble de dispositifs interconnectés ou apparentés, qui assure ou dont un ou plusieurs éléments assurent, en exécution d'un programme, un traitement automatisé de données ; - communication électronique : toute transmission au public ou d'une catégorie de public, par un procédé de communication électronique ou magnétique, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature; - données informatiques : toute représentation de faits, d'informations ou de concepts sous une forme qui se prête à un traitement informatique, y compris un programme de nature à faire en sorte qu'un système informatique exécute une fonction ; - données relatives aux abonnés : toute information, contenue sous forme de données informatiques ou sous toute autre forme, détenue par un fournisseur de service et qui se rapporte aux abonnés de ses services, autres que des données relatives au trafic ou au contenu, et permettant d'établir : <ul style="list-style-type: none"> • le type de service de communication utilisé, les dispositions techniques prises à cet égard et la période de service ; • l'identité, l'adresse postale ou géographique et le numéro de téléphone de l'abonné, et tout autre numéro d'accès, les données concernant la

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>facturation et le paiement, disponibles sur la base d'un contrat ou d'un arrangement de service ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • toute autre information relative à l'endroit où se trouvent les équipements de communication, disponible sur la base d'un contrat ou d'un arrangement de service. <p>- données relatives au trafic : toutes données ayant trait à une communication passant par un système informatique, produites par ce dernier en tant qu'élément de la chaîne de communication, indiquant l'origine, la destination, l'itinéraire, l'heure, la date, la taille et la durée de la communication ou le type du service sous-jacent.</p> <p>- fournisseur de service : toute entité publique ou privée qui offre aux utilisateurs de ses services la possibilité de communiquer au moyen d'un système informatique ; toute autre entité traitant ou stockant des données informatiques pour ce service de communication ou ses utilisateurs ;</p> <p>- données informatiques : toute représentation de faits, d'informations ou de concepts sous une forme qui se prête à un traitement informatique, y compris un programme de nature à faire en sorte qu'un système informatique exécute une fonction ;</p> <p>- données relatives aux abonnés : toute information, contenue sous forme de données informatiques ou sous toute autre forme, détenue par un fournisseur de service et qui se rapporte aux abonnés de ses services, autres que des données relatives au trafic ou au contenu, et permettant d'établir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le type de service de communication utilisé, les dispositions techniques prises à cet égard et la période de service ; • l'identité, l'adresse postale ou géographique et le numéro de téléphone de l'abonné, et tout autre numéro d'accès, les données concernant la facturation et le paiement, disponibles sur la base d'un contrat ou d'un arrangement de service ; • toute autre information relative à l'endroit où se trouvent les équipements de communication, disponible sur la base d'un contrat ou d'un arrangement de service. <p>- données relatives au trafic : toutes données ayant trait à une communication passant par un système informatique, produites par ce dernier en tant qu'élément de la chaîne de communication, indiquant l'origine, la destination, l'itinéraire, l'heure, la date, la taille et la durée de la communication ou le type du service sous-jacent.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<ul style="list-style-type: none"> - fournisseur de service : toute entité publique ou privée qui offre aux utilisateurs de ses services la possibilité de communiquer au moyen d'un système informatique ; toute autre entité traitant ou stockant des données informatiques pour ce service de communication ou ses utilisateurs ; - technologies de l'information et de la communication (TIC) : les technologies employées pour recueillir, stocker, utiliser et transmettre des informations ainsi que celles qui impliquent l'utilisation des ordinateurs ou de tout système de communication y compris de télécommunication.
Chapter II – Measures to be taken at the national level	
<i>Section 1 – Substantive criminal law</i>	
Title 1 – Offences against the confidentiality, integrity and availability of computer data and systems	
<p>Article 2 – Illegal access Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, the access to the whole or any part of a computer system without right. A Party may require that the offence be committed by infringing security measures, with the intent of obtaining computer data or other dishonest intent, or in relation to a computer system that is connected to another computer system.</p>	<p>TITRE I : DES INFRACTIONS EN MATIÈRE INFORMATIQUE</p> <p>CHAPITRE 1 : DES INFRACTIONS RELATIVES AUX SYSTEMES ET AUX DONNEES INFORMATIQUES</p> <p>Article 711-1 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à six cent mille (600 000) francs CFA, quiconque intentionnellement et sans droit accède à tout ou partie d'un système informatique.</p> <p>Lorsqu'il en résulte soit la suppression, la modification ou l'altération des données contenues dans le système soit une altération du fonctionnement de ce système, l'emprisonnement est de un an à cinq ans et l'amende de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA.</p>
<p>Article 3 – Illegal interception Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, the interception without right, made by technical means, of non-public transmissions of computer data to, from or within a computer system, including electromagnetic emissions from a computer system carrying such computer data. A Party may require that the offence be</p>	<p>Article 711-2 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à six cent mille (600 000) francs, quiconque intentionnellement et sans droit se maintient dans tout ou partie d'un système informatique.</p> <p>Lorsqu'il en résulte soit la suppression, la modification ou l'altération des données</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
committed with dishonest intent, or in relation to a computer system that is connected to another computer system.	contenues dans le système soit une altération du fonctionnement de ce système, l'emprisonnement est de deux mois à trois ans et l'amende de six cent mille (600 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA.
<p>Article 4 – Data interference</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, the damaging, deletion, deterioration, alteration or suppression of computer data without right.</p> <p>2 A Party may reserve the right to require that the conduct described in paragraph 1 result in serious harm.</p>	<p>Article 711-4 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA, quiconque intentionnellement et sans droit, introduit directement ou indirectement des données informatiques dans un système informatique ;</p>
<p>Article 5 – System interference</p> <p>Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, the serious hindering without right of the functioning of a computer system by inputting, transmitting, damaging, deleting, deteriorating, altering or suppressing computer data</p>	<p>Article 711-3 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA, quiconque intentionnellement et sans droit, entrave ou fausse le fonctionnement d'un système informatique, par l'introduction, la transmission, l'endommagement, l'effacement, la détérioration, l'altération et la suppression de données informatiques.</p>
<p>Article 6 – Misuse of devices</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally and without right:</p> <p>a the production, sale, procurement for use, import, distribution or otherwise making available of:</p> <p>i a device, including a computer program, designed or adapted primarily for the purpose of committing any of the offences established in accordance with the above Articles 2 through 5;</p> <p>ii a computer password, access code, or similar data by which the whole or any part of a computer system is capable of being accessed, with intent that it be used for the purpose of committing any of the offences established in Articles 2 through 5; and</p> <p>b the possession of an item referred to in paragraphs a.i or ii above, with intent that it be used for the purpose of committing any of the offences established in Articles 2 through 5. A Party may require by law that a number of such items be possessed before criminal liability attaches.</p>	<p>Article 711-5 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA, quiconque intentionnellement et sans droit, intercepte, par des moyens techniques, des données informatiques, lors de transmissions non publiques, à destination, en provenance ou à l'intérieur d'un système informatique, y compris les émissions électromagnétiques provenant d'un système informatique transportant de telles données informatiques.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>2 This article shall not be interpreted as imposing criminal liability where the production, sale, procurement for use, import, distribution or otherwise making available or possession referred to in paragraph 1 of this article is not for the purpose of committing an offence established in accordance with Articles 2 through 5 of this Convention, such as for the authorised testing or protection of a computer system.</p> <p>3 Each Party may reserve the right not to apply paragraph 1 of this article, provided that the reservation does not concern the sale, distribution or otherwise making available of the items referred to in paragraph 1 a.ii of this article.</p>	
<p>Title 2 – Computer-related offences</p>	
<p>Article 7 – Computer-related forgery Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally and without right, the input, alteration, deletion, or suppression of computer data, resulting in inauthentic data with the intent that it be considered or acted upon for legal purposes as if it were authentic, regardless whether or not the data is directly readable and intelligible. A Party may require an intent to defraud, or similar dishonest intent, before criminal liability attaches.</p>	<p>Article 711-6 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à dix ans et d'une amende de deux millions (2 000 000) à dix millions (10 000 000) de francs CFA, quiconque intentionnellement et sans droit, endommage, efface, détériore, altère, modifie, ou supprime des données informatiques.</p>
<p>Article 8 – Computer-related fraud Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally and without right, the causing of a loss of property to another person by:</p> <ul style="list-style-type: none"> a any input, alteration, deletion or suppression of computer data; b any interference with the functioning of a computer system, <p>with fraudulent or dishonest intent of procuring, without right, an economic benefit for oneself or for another person.</p>	<p>Article 711-7 :</p> <p>Est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à dix ans et d'une amende de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA, quiconque intentionnellement et sans droit, introduit, altère, modifie, efface ou supprime des données informatiques, engendrant des données non authentiques, dans l'intention qu'elles soient prises en compte ou utilisées à des fins légales comme si elles étaient authentiques, qu'elles soient ou non directement lisibles et intelligibles.</p> <p>Article 711-8 :</p> <p>Est puni des mêmes peines quiconque, intentionnellement et sans droit, fait usage des données obtenues dans les conditions prévues à l'article 711-7 ci-dessus.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
Title 3 – Content-related offences	
<p>Article 9 – Offences related to child pornography</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally and without right, the following conduct:</p> <ul style="list-style-type: none"> a producing child pornography for the purpose of its distribution through a computer system; b offering or making available child pornography through a computer system; c distributing or transmitting child pornography through a computer system; d procuring child pornography through a computer system for oneself or for another person; e possessing child pornography in a computer system or on a computer-data storage medium. <p>2 For the purpose of paragraph 1 above, the term “child pornography” shall include pornographic material that visually depicts:</p> <ul style="list-style-type: none"> a a minor engaged in sexually explicit conduct; b a person appearing to be a minor engaged in sexually explicit conduct; c realistic images representing a minor engaged in sexually explicit conduct 	<p>Article 533-37 :</p> <p>Constitue l’infraction de pornographie enfantine, le fait pour toute personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d’offrir, d’accepter, de procurer ou de se procurer un enfant à des fins de pornographie telle que définie par la loi ; - de produire, de réaliser, de distribuer, de diffuser, d’importer, d’exporter, d’offrir, de commander, de vendre, d’acheter, de stocker, de posséder ou de détenir par le biais d’un système informatique ou par tout autre support de la pornographie enfantine ; - d’exposer du matériel pornographique à un enfant pour le former aux activités sexuelles ; - d’utiliser Internet ou toute autre technologie informatique pour fabriquer, diffuser, acquérir, échanger des images ou matériels pornographiques mettant en scène des enfants ; - d’utiliser Internet ou toute autre technologie informatique pour attirer en ligne un enfant aux fins de pornographie ; - d’utiliser Internet ou toute autre technologie informatique ou matériel pour visualiser des images pornographiques mettant en scène des enfants ; - d’orienter vers du matériel pornographique mettant en scène des enfants ou de faciliter la possession ou le téléchargement de matériels pornographiques mettant en scène des enfants ;

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>3 For the purpose of paragraph 2 above, the term “minor” shall include all persons under 18 years of age. A Party may, however, require a lower age-limit, which shall be not less than 16 years.</p> <p>4 Each Party may reserve the right not to apply, in whole or in part, paragraphs 1, sub-paragraphs d. and e, and 2, sub-paragraphs b. and c.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - de s’abstenir de prendre des mesures pour empêcher la possession, la visualisation ou le téléchargement de matériels pornographiques mettant en scène des enfants ; - 238 - de faciliter à un enfant l’accès à des images, des documents, du son ou une représentation à caractère pornographique ; - de consulter habituellement ou en contrepartie du paiement d’un service de communication au public, en ligne mettant à disposition des images ou vidéos de pornographie enfantine ; - de faire, pour toute personne majeure, des propositions sexuelles à un enfant de moins de quinze ans ou à une personne se présentant comme telle en utilisant un moyen de communication électronique.
Title 4 – Offences related to infringements of copyright and related rights	
<p>Article 10 – Offences related to infringements of copyright and related rights</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law the infringement of copyright, as defined under the law of that Party, pursuant to the obligations it has undertaken under the Paris Act of 24 July 1971 revising the Bern Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights and the WIPO Copyright Treaty, with the exception of any moral rights conferred by such conventions, where such acts are committed wilfully, on a commercial scale and by means of a computer system.</p> <p>2 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law the infringement of related rights, as defined under the law of that Party, pursuant to the obligations it has undertaken under the International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations (Rome Convention), the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights and the WIPO Performances and Phonograms Treaty, with the exception of any moral rights conferred by such conventions, where such acts are committed wilfully, on a commercial scale and by means of a computer system.</p> <p>3 A Party may reserve the right not to impose criminal liability under paragraphs 1 and 2 of this article in limited circumstances, provided that other</p>	<p>Article 614-4 :</p> <p>Constitue le délit de contrefaçon et est punie d'une peine d'emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA, toute édition d'écrit, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production publiée au Burkina Faso ou à l'étranger, imprimée ou gravée en entier ou en partie, faite de mauvaise foi et au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété artistique ou littéraire.</p> <p>Est punie de la même peine, l'exportation ou l'importation des oeuvres contrefaites.</p> <p>Est également punie de la même peine toute reproduction, représentation, diffusion, traduction, adaptation par quelque moyen que ce soit d'une oeuvre de l'esprit en violation de droits d'auteur tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
effective remedies are available and that such reservation does not derogate from the Party's international obligations set forth in the international instruments referred to in paragraphs 1 and 2 of this article.	
Title 5 – Ancillary liability and sanctions	
<p>Article 11 – Attempt and aiding or abetting</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, aiding or abetting the commission of any of the offences established in accordance with Articles 2 through 10 of the present Convention with intent that such offence be committed.</p> <p>2 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, an attempt to commit any of the offences established in accordance with Articles 3 through 5, 7, 8, and 9.1.a and c. of this Convention.</p> <p>3 Each Party may reserve the right not to apply, in whole or in part, paragraph 2 of this article.</p>	<p>Article 131-4 :</p> <p>Est complice d'une action qualifiée crime ou délit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quiconque procure des armes, des instruments ou tous autres moyens qui ont servi à l'action tout en sachant qu'ils devaient y servir ; - quiconque sciemment a préparé ou facilité la consommation de l'action, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs des faits ; - quiconque par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir a provoqué la commission d'une infraction ou donné des instructions pour la commettre ; - quiconque, connaissant la conduite criminelle de malfaiteurs exerçant les actes de brigandage ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournit habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion ; - quiconque, ayant connaissance d'un crime ou d'un délit déjà tenté ou consommé n'a pas, alors qu'il était encore possible d'en prévenir ou limiter les effets ou qu'on pouvait penser que les coupables ou l'un d'eux commettraient de nouveaux crimes qu'une dénonciation peut prévenir, averti aussitôt les autorités administratives ou judiciaires. <p>Sont exclus des cas visés aux tirets 4 et 5 du présent article, le conjoint, les parents ou alliés de l'auteur du crime ou du délit jusqu'au quatrième degré inclus.</p> <p>Article 131-5 :</p> <p>Les complices d'un crime ou d'un délit sont punis comme les auteurs du crime ou du délit sauf si la loi en dispose autrement.</p> <p>Article 131-6 :</p> <p>Les auteurs, coauteurs et les complices d'un crime ou d'un délit ou d'une tentative de crime ou de délit sont également responsables de toute autre infraction dont la commission ou la tentative est une conséquence prévisible de l'infraction.</p> <p>Article 131-7 :</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>Quiconque détermine une personne non punissable à commettre une infraction est passible des peines de l'infraction commise.</p> <p>Article 131-8 :</p> <p>Quiconque incite à la commission d'un crime ou d'un délit est puni des peines prévues pour l'infraction quand bien même celle-ci n'aurait pas été commise en raison de l'abstention volontaire de celui qui devait la commettre.</p>
<p>Article 12 – Corporate liability</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to ensure that legal persons can be held liable for a criminal offence established in accordance with this Convention, committed for their benefit by any natural person, acting either individually or as part of an organ of the legal person, who has a leading position within it, based on:</p> <ul style="list-style-type: none"> a a power of representation of the legal person; b an authority to take decisions on behalf of the legal person; c an authority to exercise control within the legal person. <p>2 In addition to the cases already provided for in paragraph 1 of this article, each Party shall take the measures necessary to ensure that a legal person can be held liable where the lack of supervision or control by a natural person referred to in paragraph 1 has made possible the commission of a criminal offence established in accordance with this Convention for the benefit of that legal person by a natural person acting under its authority.</p> <p>3 Subject to the legal principles of the Party, the liability of a legal person may be criminal, civil or administrative.</p> <p>4 Such liability shall be without prejudice to the criminal liability of the natural persons who have committed the offence.</p>	
<p>Article 13 – Sanctions and measures</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to ensure that the criminal offences established in accordance with Articles 2 through 11 are punishable by effective, proportionate and dissuasive sanctions, which include deprivation of liberty.</p> <p>2 Each Party shall ensure that legal persons held liable in accordance with Article 12 shall be subject to effective, proportionate and dissuasive criminal or non-criminal sanctions or measures, including monetary sanctions.</p>	<p>- Chaque infraction comprend la sanction correspondante. -</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
Section 2 – Procedural law	
<p>Article 14 – Scope of procedural provisions</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish the powers and procedures provided for in this section for the purpose of specific criminal investigations or proceedings.</p> <p>2 Except as specifically provided otherwise in Article 21, each Party shall apply the powers and procedures referred to in paragraph 1 of this article to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a the criminal offences established in accordance with Articles 2 through 11 of this Convention; b other criminal offences committed by means of a computer system; and c the collection of evidence in electronic form of a criminal offence. <p>3 a Each Party may reserve the right to apply the measures referred to in Article 20 only to offences or categories of offences specified in the reservation, provided that the range of such offences or categories of offences is not more restricted than the range of offences to which it applies the measures referred to in Article 21. Each Party shall consider restricting such a reservation to enable the broadest application of the measure referred to in Article 20.</p> <ul style="list-style-type: none"> b Where a Party, due to limitations in its legislation in force at the time of the adoption of the present Convention, is not able to apply the measures referred to in Articles 20 and 21 to communications being transmitted within a computer system of a service provider, which system: <ul style="list-style-type: none"> i is being operated for the benefit of a closed group of users, and ii does not employ public communications networks and is not connected with another computer system, whether public or private, <p>that Party may reserve the right not to apply these measures to such communications. Each Party shall consider restricting such a reservation to enable the broadest application of the measures referred to in Articles 20 and 21</p>	<p>LOI N°040-2019/AN PORTANT CODE DE PROCEDURE PENALE</p> <p>Article 515- 26 :</p> <p>Lorsque les nécessités de l'enquête de flagrance, de l'enquête préliminaire ou de l'information judiciaire concernant un crime ou un délit mentionné aux points 1 et 2 de l'article 515-1 de la présente loi l'exigent, les mesures d'enquête relatives aux données informatiques peuvent être mises en oeuvre, selon le cas, par le procureur du Faso ou par le juge d'instruction.</p> <p>Le procureur du Faso ou le juge d'instruction peut requérir ou donner commission rogatoire à un officier de police judiciaire aux fins d'exécuter l'une ou plusieurs des mesures prévues au présent paragraphe.</p> <p>Le président du tribunal de grande instance ou le juge par lui délégué peut par ordonnance motivée non susceptible de recours saisi par requête du procureur du Faso, autoriser l'accès, l'interception, l'enregistrement, la transcription et la conservation de données informatiques selon les modalités prévues aux articles 515-27 à 515-33 ci-dessous, pour une durée maximum de quatre mois, renouvelable dans les mêmes conditions de forme et de durée.</p> <p>Le président du tribunal de grande instance ou le juge par lui délégué qui a autorisé l'interception est informé sans délai par le procureur du Faso, des actes accomplis en exécution de l'autorisation donnée.</p>
<p>Article 15 – Conditions and safeguards</p> <p>1 Each Party shall ensure that the establishment, implementation and application of the powers and procedures provided for in this Section are</p>	<p>La Constitution du Burkina Faso mentionne la souscription du peuple burkinabé à la déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 et aux instruments</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>subject to conditions and safeguards provided for under its domestic law, which shall provide for the adequate protection of human rights and liberties, including rights arising pursuant to obligations it has undertaken under the 1950 Council of Europe Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, the 1966 United Nations International Covenant on Civil and Political Rights, and other applicable international human rights instruments, and which shall incorporate the principle of proportionality.</p> <p>2 Such conditions and safeguards shall, as appropriate in view of the nature of the procedure or power concerned, <i>inter alia</i>, include judicial or other independent supervision, grounds justifying application, and limitation of the scope and the duration of such power or procedure.</p> <p>3 To the extent that it is consistent with the public interest, in particular the sound administration of justice, each Party shall consider the impact of the powers and procedures in this section upon the rights, responsibilities and legitimate interests of third parties.</p>	<p>internationaux traitant des problèmes économiques, politiques, sociaux et culturels et garantit certains droit et libertés fondamentaux comme il suit:</p> <p>Article 2</p> <p>La protection de la vie, la sûreté et l'intégrité physique sont garanties. Sont interdits et punis par la loi, l'esclavage, les pratiques esclavagistes, les traitements inhumains et cruels, dégradants et humiliants, la torture physique ou morale, les sévices et les mauvais traitements infligés aux enfants et toutes les formes d'avilissement de l'Homme.</p> <p>Article 4</p> <p>Tous les Burkinabé et toute personne vivant au Burkina Faso bénéficient d'une égale protection de la loi. Tous ont droit à ce que leur cause soit entendue par une juridiction indépendante et impartiale. Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie. Le droit à la défense y compris celui de choisir librement son défenseur est garanti devant toutes les juridictions.</p> <p>Article 6</p> <p>La demeure, le domicile, la vie privée et familiale, le secret de la correspondance de toute personne sont inviolables. Il ne peut y être porté atteinte que selon les formes et dans les cas prévus par la loi.</p> <p>Article 8</p> <p>Les libertés d'opinion, de presse et le droit à l'information sont garantis. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements en vigueur.</p>
<p>Article 16 – Expedited preservation of stored computer data</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to enable its competent authorities to order or similarly obtain the expeditious preservation of specified computer data, including traffic data,</p>	<p>Article 515-27 :</p> <p>Le procureur du Faso dans les conditions spécifiées à l'article 515-26 ci-dessus ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours, peut,</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>that has been stored by means of a computer system, in particular where there are grounds to believe that the computer data is particularly vulnerable to loss or modification.</p> <p>2 Where a Party gives effect to paragraph 1 above by means of an order to a person to preserve specified stored computer data in the person's possession or control, the Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to oblige that person to preserve and maintain the integrity of that computer data for a period of time as long as necessary, up to a maximum of ninety days, to enable the competent authorities to seek its disclosure. A Party may provide for such an order to be subsequently renewed.</p> <p>3 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to oblige the custodian or other person who is to preserve the computer data to keep confidential the undertaking of such procedures for the period of time provided for by its domestic law.</p> <p>4 The powers and procedures referred to in this article shall be subject to Articles 14 and 15.</p>	<p>autoriser la mise en place d'un dispositif technique ayant pour objet, sans le consentement des intéressés, d'accéder, en tous lieux à des données informatiques, de les enregistrer, les conserver et les transcrire, telles qu'elles s'affichent sur un écran pour l'utilisateur d'un système informatique, telles qu'il les y introduit par saisie de caractères ou telles qu'elles sont reçues et émises par des périphériques audiovisuels.</p> <p>Ces opérations sont effectuées sous l'autorité et le contrôle du magistrat qui les a ordonnées.</p>
<p>Article 17 – Expedited preservation and partial disclosure of traffic data</p> <p>1 Each Party shall adopt, in respect of traffic data that is to be preserved under Article 16, such legislative and other measures as may be necessary to:</p> <p>a ensure that such expeditious preservation of traffic data is available regardless of whether one or more service providers were involved in the transmission of that communication; and</p> <p>b ensure the expeditious disclosure to the Party's competent authority, or a person designated by that authority, of a sufficient amount of traffic data to enable the Party to identify the service providers and the path through which the communication was transmitted.</p> <p>2 The powers and procedures referred to in this article shall be subject to Articles 14 and 15.</p>	<p>Article 515-28 :</p> <p>Le procureur du Faso dans les conditions spécifiées à l'article 515-26 ci-dessus ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours, peut ordonner à toute personne de conserver des données stockées spécifiées se trouvant en sa possession ou sous son contrôle, y compris des données relatives au trafic, stockées au moyen d'un système informatique, ou un support de stockage informatique, notamment lorsqu'il y a des raisons de penser que celles-ci sont particulièrement susceptibles de perte ou de modifications.</p> <p>Les personnes requises sont tenues de conserver et de protéger l'intégrité des données pendant une durée maximum de quatre-vingt-dix jours, afin de permettre aux autorités judiciaires d'obtenir leur communication.</p> <p>Les personnes requises qui assurent le contrôle des données doivent communiquer immédiatement et à première réquisition à l'autorité judiciaire ou à toute personne désignée par celle-ci, une quantité de données relatives au trafic suffisante pour permettre l'identification des</p>
<p>Article 18 – Production order</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to empower its competent authorities to order:</p> <p>a a person in its territory to submit specified computer data in that person's possession or control, which is stored in a computer system or a computer-data storage medium; and</p> <p>b a service provider offering its services in the territory of the Party to submit subscriber information relating to such services in that service provider's possession or control.</p> <p>2 The powers and procedures referred to in this article shall be subject to Articles 14 and 15.</p> <p>3 For the purpose of this article, the term "subscriber information" means any information contained in the form of computer data or any other form that is held by a service provider, relating to subscribers of its services other than traffic or content data and by which can be established:</p> <p>a the type of communication service used, the technical provisions taken thereto and the period of service;</p> <p>b the subscriber's identity, postal or geographic address, telephone and other access number, billing and payment information, available on the basis of the service agreement or arrangement;</p> <p>c any other information on the site of the installation of communication equipment, available on the basis of the service agreement or arrangement.</p>	<p>Article 515-29 :</p> <p>Le procureur du Faso agissant dans les conditions spécifiées à l'article 515-26 ci-dessus ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours, peut ordonner à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute personne de communiquer les données informatiques spécifiées, en la possession où sous le contrôle de cette personne, et stockées dans un système informatique ou un support de stockage informatique ; - un fournisseur de services offrant des prestations, de communiquer les données en sa possession ou sous son contrôle relatives aux abonnés et concernant de tels services.
<p>Article 19 – Search and seizure of stored computer data</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to empower its competent authorities to search or similarly access:</p> <p>a a computer system or part of it and computer data stored therein; and</p> <p>b a computer-data storage medium in which computer data may be stored</p> <p style="padding-left: 40px;">in its territory.</p> <p>2 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to ensure that where its authorities search or similarly access a specific computer system or part of it, pursuant to paragraph 1.a, and have grounds to believe that the data sought is stored in another computer system or part of it in its territory, and such data is lawfully accessible from or</p>	<p>Article 515-30 :</p> <p>Lorsque des données stockées dans un système informatique ou dans un support permettant de conserver des données informatiques sont utiles à la manifestation de la vérité, le procureur du Faso dans les conditions spécifiées à l'article 515-26 ci-dessus ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours, peut perquisitionner ou accéder d'une façon similaire à un système informatique ou à une partie de celui-ci ainsi qu'aux données informatiques qui y sont stockées et à un support du stockage informatique permettant de stocker des données informatiques sur son territoire.</p> <p>Lorsqu'au cours des opérations de perquisition, les autorités visées à l'alinéa 1 ci-dessus du présent article, ont des raisons de penser que les données recherchées sont stockées dans un autre système informatique ou dans une partie de celui-ci situé sur son territoire, et que ces données sont légalement accessibles à partir</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>available to the initial system, the authorities shall be able to expeditiously extend the search or similar accessing to the other system.</p> <p>3 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to empower its competent authorities to seize or similarly secure computer data accessed according to paragraphs 1 or 2. These measures shall include the power to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a seize or similarly secure a computer system or part of it or a computer-data storage medium; b make and retain a copy of those computer data; c maintain the integrity of the relevant stored computer data; d render inaccessible or remove those computer data in the accessed computer system. <p>4 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to empower its competent authorities to order any person who has knowledge about the functioning of the computer system or measures applied to protect the computer data therein to provide, as is reasonable, the necessary information, to enable the undertaking of the measures referred to in paragraphs 1 and 2.</p> <p>5 The powers and procedures referred to in this article shall be subject to Articles 14 and 15.</p>	<p>du système initial ou disponibles pour ce système initial, elles peuvent étendre la perquisition ou l'accès d'une façon similaire à l'autre système.</p> <p>S'il est préalablement avéré que ces données, accessibles à partir du système initial ou disponible pour le système initial, sont stockées dans un autre système informatique situé en dehors du territoire national, elles sont recueillies par le procureur du Faso ou le juge d'instruction, dans les conditions d'accès prévues par les engagements internationaux en vigueur.</p> <p>Article 515-31 :</p> <p>Lorsque le procureur du Faso ou le juge d'instruction découvre dans un système informatique des données stockées qui sont utiles à la manifestation de la vérité, mais que la saisie du support ne paraît pas souhaitable, ces données, de même que celles qui sont nécessaires pour les comprendre, sont copiées sur des supports de stockage informatique pouvant être saisis et placés sous scellés.</p> <p>Le procureur du Faso ou le juge d'instruction peut requérir toute personne connaissant le fonctionnement du système informatique ou les mesures appliquées pour protéger les données informatiques qu'il contient afin de fournir toutes les informations raisonnablement nécessaires, pour permettre l'application des mesures prévues à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>Si les données qui sont liées à l'infraction, soit qu'elles en constituent l'objet, soit qu'elles en ont été le produit, sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituent un danger pour l'intégrité des systèmes informatiques ou pour des données stockées, traitées ou transmises par le biais de tels systèmes, le procureur du Faso ou le juge d'instruction ordonne les mesures conservatoires nécessaires, notamment en désignant toute personne qualifiée avec pour mission d'utiliser tous les moyens techniques appropriés pour rendre ces données inaccessibles.</p> <p>Lorsque la mesure prévue à l'alinéa 1 ci-dessus n'est pas possible, pour des raisons techniques ou en raison du volume des données, le procureur du Faso ou le juge d'instruction utilise les moyens techniques appropriés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.</p> <p>Le procureur du Faso ou le juge d'instruction informe le responsable du système informatique de la recherche effectuée dans le système informatique et lui communique une copie des données qui ont été copiées, rendues inaccessibles ou retirées.</p>
<p>Article 20 – Real-time collection of traffic data</p>	<p>Article 515-32 :</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to empower its competent authorities to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a collect or record through the application of technical means on the territory of that Party, and b compel a service provider, within its existing technical capability: <ul style="list-style-type: none"> i to collect or record through the application of technical means on the territory of that Party; or ii to co-operate and assist the competent authorities in the collection or recording of, traffic data, in real-time, associated with specified communications in its territory transmitted by means of a computer system. <p>2 Where a Party, due to the established principles of its domestic legal system, cannot adopt the measures referred to in paragraph 1.a, it may instead adopt legislative and other measures as may be necessary to ensure the real-time collection or recording of traffic data associated with specified communications transmitted in its territory, through the application of technical means on that territory.</p> <p>3 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to oblige a service provider to keep confidential the fact of the execution of any power provided for in this article and any information relating to it.</p> <p>4 The powers and procedures referred to in this article shall be subject to Articles 14 and 15.</p>	<p>Le procureur du Faso dans les conditions spécifiées à l'article 515-26 de la présente loi, ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours, peut collecter ou enregistrer des données de trafic enregistrées sur support informatique, par l'application de moyens techniques ou obliger un fournisseur de services, dans le cadre de ses capacités techniques à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. collecter ou enregistrer lesdites données par l'application de moyens techniques; 2. prêter son concours et son assistance pour collecter ou enregistrer, en temps réel, les données relatives au trafic et associées à des communications.
<p>Article 21 – Interception of content data</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary, in relation to a range of serious offences to be determined by domestic law, to empower its competent authorities to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a collect or record through the application of technical means on the territory of that Party, and b compel a service provider, within its existing technical capability: <ul style="list-style-type: none"> i to collect or record through the application of technical means on the territory of that Party, or ii to co-operate and assist the competent authorities in the collection or recording of, content data, in real-time, of specified communications in its territory transmitted by means of a computer system. 	<p>Article 515-34 :</p> <p>En vue de mettre en place le dispositif technique mentionné à l'article 515-27 ci-dessus, le procureur du Faso agissant dans les conditions spécifiées à l'article 516-26 de la présente loi ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours, peut autoriser l'introduction dans un véhicule ou dans un lieu privé, y compris hors des heures prévues à l'article 251-7 de la présente loi, à l'insu ou sans le consentement du propriétaire ou du possesseur du véhicule ou de l'occupant des lieux ou de toute personne titulaire d'un droit sur celui-ci. S'il s'agit d'un lieu d'habitation et que l'opération doit intervenir hors des heures prévues à l'article 251-7 de la présente loi, cette autorisation est délivrée par le</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>2 Where a Party, due to the established principles of its domestic legal system, cannot adopt the measures referred to in paragraph 1.a, it may instead adopt legislative and other measures as may be necessary to ensure the real-time collection or recording of content data on specified communications in its territory through the application of technical means on that territory.</p> <p>3 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to oblige a service provider to keep confidential the fact of the execution of any power provided for in this article and any information relating to it.</p> <p>4 The powers and procedures referred to in this article shall be subject to Articles 14 and 15.</p>	<p>président du tribunal de grande instance ou le juge par lui délégué saisi à cette fin par le juge d'instruction.</p> <p>Ces opérations, qui ne peuvent avoir d'autre fin que la mise en place du dispositif technique, sont effectuées sous l'autorité et le contrôle du procureur du Faso ou du juge d'instruction. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables aux opérations ayant pour objet la désinstallation du dispositif technique mis en place.</p> <p>Le procureur du Faso agissant dans les conditions prévues à l'article 515-26 de la présente loi ou le juge d'instruction par ordonnance motivée non susceptible de recours peut également autoriser la transmission par un réseau de communications électroniques du dispositif technique mentionné à l'article 515-27 de la présente loi. Ces opérations sont effectuées sous l'autorité et le contrôle du procureur du Faso ou du juge d'instruction. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables aux opérations ayant pour objet la désinstallation du dispositif technique mis en place.</p> <p>La mise en place du dispositif technique mentionné à l'article 515-27 de la présente loi ne peut concerner les systèmes automatisés de traitement des données se trouvant dans les lieux visés à l'article 515-20 de la présente loi.</p> <p>Les opérations prévues à l'article 515-27 de la présente loi sont, à peine de nullité de l'acte, soumises aux formalités prévues à l'article 261-32 ci-dessus lorsqu'elles concernent les personnes visées audit article.</p> <p>Article 515-35 :</p> <p>Le procureur du Faso agissant dans les conditions prévues à l'article 515-26 de la présente loi ou le juge d'instruction peut requérir tout agent qualifié d'un service, d'une unité ou d'un organisme public ou tout agent qualifié d'un exploitant de réseau ou fournisseur de services, en raison de ses compétences techniques, en vue de procéder à l'installation des dispositifs techniques mentionnés à l'article 515-27 de la présente loi.</p> <p>Article 515-36 :</p> <p>Les décisions mentionnées à l'article 515-27 de la présente loi sont prises pour une durée maximale de quatre mois. Si les nécessités de l'enquête ou de l'instruction l'exigent, l'opération de captation des données informatiques peut, à titre exceptionnel et dans les mêmes conditions de forme, faire l'objet d'une prolongation supplémentaire de quatre mois.</p>

BUDAPEST CONVENTION**DOMESTIC LEGISLATION**

Le procureur du Faso ou le juge d'instruction peut, à tout moment, ordonner l'interruption de l'opération.

Article 515-37 :

Le procureur du Faso ou le juge d'instruction agissant sur commission rogatoire dresse procès-verbal de chacune des opérations visées à l'article 515-27 de la présente loi. Ce procès-verbal mentionne la date et l'heure auxquelles l'opération a commencé et celles auxquelles elle s'est terminée.

Les enregistrements des données informatiques sont placés sous scellés fermés.

Article 515-38 :

A peine de nullité, les autorisations du président du tribunal de grande instance ou du juge par lui délégué, ou les décisions du juge d'instruction prises en application des dispositions du présent paragraphe précisent l'infraction qui motive le recours à ces opérations, tous les éléments d'identification de la liaison à intercepter, ainsi que la durée des opérations.

Article 515-39 :

Les opérations prévues au présent paragraphe ne peuvent, à peine de nullité, avoir un autre objet que la recherche et la constatation des infractions visées dans les autorisations du président du tribunal de grande instance ou du juge par lui délégué ou dans les décisions du juge d'instruction.

Le fait que ces opérations révèlent des infractions autres que celles visées dans ces décisions ne constitue pas une cause de nullité des procédures incidentes.

Article 515-40 :

Le procureur du Faso ou le juge d'instruction décrit ou transcrit, dans un procès-verbal qui est versé au dossier, les données utiles à la manifestation de la vérité. Aucune séquence relative à la vie privée, étrangère aux infractions visées dans les décisions autorisant la mesure, ne peut être conservée dans le dossier de la procédure.

Les données dans une langue autre que la langue officielle sont transcrites en français avec l'assistance d'un interprète requis à cette fin.

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>Article 515-41 :</p> <p>Les enregistrements des données informatiques sont détruits à la diligence du procureur du Faso ou du procureur général à l'expiration du délai de prescription de l'action publique. Il est dressé procès-verbal de l'opération de destruction.</p> <p>Article 515-42 :</p> <p>Le gardien des données et les fournisseurs de service requis pour prêter leur concours à l'une des opérations visées au présent paragraphe sont tenus de garder le secret pendant toute la durée de la procédure, à peine des sanctions prévues par le code pénal pour violation du secret professionnel.</p>
Section 3 – Jurisdiction	
<p>Article 22 – Jurisdiction</p> <p>1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish jurisdiction over any offence established in accordance with Articles 2 through 11 of this Convention, when the offence is committed:</p> <ul style="list-style-type: none"> a in its territory; or b on board a ship flying the flag of that Party; or c on board an aircraft registered under the laws of that Party; or d by one of its nationals, if the offence is punishable under criminal law where it was committed or if the offence is committed outside the territorial jurisdiction of any State. <p>2 Each Party may reserve the right not to apply or to apply only in specific cases or conditions the jurisdiction rules laid down in paragraphs 1.b through 1.d of this article or any part thereof.</p> <p>3 Each Party shall adopt such measures as may be necessary to establish jurisdiction over the offences referred to in Article 24, paragraph 1, of this Convention, in cases where an alleged offender is present in its territory and it does not extradite him or her to another Party, solely on the basis of his or her nationality, after a request for extradition.</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>4 This Convention does not exclude any criminal jurisdiction exercised by a Party in accordance with its domestic law.</p> <p>When more than one Party claims jurisdiction over an alleged offence established in accordance with this Convention, the Parties involved shall, where appropriate, consult with a view to determining the most appropriate jurisdiction for prosecution.</p>	
<p>Chapter III – International co-operation</p>	
<p>Article 24 – Extradition</p> <p>1 a This article applies to extradition between Parties for the criminal offences established in accordance with Articles 2 through 11 of this Convention, provided that they are punishable under the laws of both Parties concerned by deprivation of liberty for a maximum period of at least one year, or by a more severe penalty.</p> <p>b Where a different minimum penalty is to be applied under an arrangement agreed on the basis of uniform or reciprocal legislation or an extradition treaty, including the European Convention on Extradition (ETS No. 24), applicable between two or more parties, the minimum penalty provided for under such arrangement or treaty shall apply.</p> <p>2 The criminal offences described in paragraph 1 of this article shall be deemed to be included as extraditable offences in any extradition treaty existing between or among the Parties. The Parties undertake to include such offences as extraditable offences in any extradition treaty to be concluded between or among them.</p> <p>3 If a Party that makes extradition conditional on the existence of a treaty receives a request for extradition from another Party with which it does not have an extradition treaty, it may consider this Convention as the legal basis for extradition with respect to any criminal offence referred to in paragraph 1 of this article.</p> <p>4 Parties that do not make extradition conditional on the existence of a treaty shall recognise the criminal offences referred to in paragraph 1 of this article as extraditable offences between themselves.</p> <p>5 Extradition shall be subject to the conditions provided for by the law of the requested Party or by applicable extradition treaties, including the grounds on which the requested Party may refuse extradition.</p>	<p>LOI N°040-2019/AN PORTANT CODE DE PROCEDURE PENALE CHAPITRE 9 : DE L'EXTRADITION</p> <p>Article 519-1 :</p> <p>Sauf dispositions contraires résultant des traités ou conventions internationales ou bilatérales, les conditions, la procédure et les effets de l'extradition sont déterminés par le présent chapitre.</p> <p>L'extradition peut aussi être accordée en vertu de la courtoisie internationale ou en application du principe de réciprocité.</p> <p>Section 1 : Des conditions de fond de l'extradition</p> <p>Article 519-2 :</p> <p>L'extradition ne peut être accordée par le Burkina Faso si le fait n'est pas puni par la loi burkinabè d'une peine criminelle ou correctionnelle.</p> <p>L'extradition est accordée à l'Etat requérant si l'infraction pour laquelle elle est demandée est punissable d'au moins deux ans d'emprisonnement au Burkina Faso.</p> <p>L'extradition d'une personne condamnée au Burkina Faso à une peine d'emprisonnement ne peut être accordée si la durée de la peine restant à purger n'excède pas six mois.</p> <p>L'extradition d'une personne recherchée pour purger une peine d'emprisonnement n'est accordée que si la durée de la peine à purger est d'au moins six mois.</p> <p>Pour déterminer si une infraction est punissable aux termes du droit du Burkina Faso et de celui de l'Etat requérant, il ne sera pas tenu compte du fait que :</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>6 If extradition for a criminal offence referred to in paragraph 1 of this article is refused solely on the basis of the nationality of the person sought, or because the requested Party deems that it has jurisdiction over the offence, the requested Party shall submit the case at the request of the requesting Party to its competent authorities for the purpose of prosecution and shall report the final outcome to the requesting Party in due course. Those authorities shall take their decision and conduct their investigations and proceedings in the same manner as for any other offence of a comparable nature under the law of that Party.</p> <p>7 a Each Party shall, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, communicate to the Secretary General of the Council of Europe the name and address of each authority responsible for making or receiving requests for extradition or provisional arrest in the absence of a treaty.</p> <p>b The Secretary General of the Council of Europe shall set up and keep updated a register of authorities so designated by the Parties. Each Party shall ensure</p>	<ul style="list-style-type: none"> - le droit du Burkina Faso et celui de l'Etat requérant rangent ou non les actes ou omissions constituant l'infraction dans la même catégorie d'infractions ou désignent l'infraction par le même nom ou définissent ou caractérisent celle-ci de la même façon ; - les éléments constitutifs de l'infraction sont différents aux termes du droit du Burkina Faso et de celui de l'Etat requérant, étant entendu que la totalité des actes ou omissions, telle qu'elle est présentée par l'Etat requérant, sera prise en considération. <p>Les actes en violation du droit de l'Etat requérant relatif aux taxes et impôts, droits de douane et réglementation des changes, sont des infractions donnant lieu à extradition s'ils correspondent à des infractions de même nature aux termes du droit du Burkina Faso. L'extradition ne peut être refusée au motif que la législation du Burkina Faso n'impose pas le même type de taxe ou de droit ou ne prévoit pas d'impôts, de droits de douane ou de réglementation des changes du même type que la législation de l'Etat requérant.</p> <p>Si la demande d'extradition mentionne plusieurs infractions punissables au Burkina Faso et dans l'Etat requérant, mais dont certaines ne peuvent donner lieu à extradition, celle-ci peut tout de même être accordée pour ces dernières infractions à condition qu'au moins l'une d'elles donne lieu à extradition. L'Etat requérant s'engage à poursuivre exclusivement l'infraction pour laquelle l'extradition est accordée en application du principe de la spécialité.</p> <p>Article 519-3 :</p> <p>L'extradition d'une personne de nationalité burkinabè est laissée à la discrétion de l'Etat du Burkina Faso.</p> <p>La qualité de national s'apprécie à l'époque de la commission de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.</p> <p>L'extradition n'est pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée, est considérée comme une infraction à caractère politique ou connexe à une telle infraction ou si la demande est motivée par un mobile politique.</p> <p>L'extradition est refusée si l'infraction pour laquelle elle est demandée a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant et si le droit du Burkina Faso ne permet pas de poursuivre la même infraction quand celle-ci est commise à l'extérieur de son territoire.</p> <p>L'extradition est refusée si la personne recherchée fait déjà l'objet de poursuites au Burkina Faso pour les faits en raison desquels l'extradition est demandée.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>L'extradition est refusée si un jugement définitif a été rendu et exécuté à l'encontre de la personne recherchée au Burkina Faso ou dans un État tiers, en conséquence de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.</p> <p>L'extradition n'est pas accordée si la prescription de l'action publique ou de la peine est acquise d'après la législation soit de l'Etat requérant soit du Burkina Faso lors de la réception de la demande.</p> <p>L'extradition n'est pas accordée pour une infraction couverte par l'amnistie au Burkina Faso, si celui-ci avait compétence pour poursuivre cette infraction selon sa loi pénale.</p> <p>Lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est sanctionnée par la peine capitale en application du droit de l'État requérant et que cette peine n'est pas prévue par la législation du Burkina Faso, l'extradition est refusée, sauf si les autorités compétentes de l'État requérant donnent des assurances considérées comme suffisantes que la peine capitale ne sera pas appliquée.</p> <p>L'extradition n'est pas accordée si, de l'avis de l'autorité compétente du Burkina Faso, la personne recherchée a été ou risque d'être soumise dans l'État requérant à la torture ou à un traitement cruel, inhumain et dégradant.</p> <p>L'extradition est refusée si, de l'avis de l'autorité compétente du Burkina Faso, la personne recherchée ne pourra pas bénéficier des garanties d'un procès équitable.</p> <p>L'extradition demandée aux fins d'exécution d'une condamnation peut être refusée si le jugement a été rendu par contumace ou par défaut dans l'Etat requérant, si la personne condamnée n'a pas été notifiée du procès suffisamment à l'avance ou n'a pas eu la possibilité d'organiser sa défense et n'a pas eu ou n'aura pas la possibilité de faire rejurer sa cause en sa présence, sauf si les autorités compétentes de l'État requérant donnent des assurances considérées comme suffisantes pour garantir à cette personne le droit à un jugement qui préserve ses droits de défense ou sauf si la personne, après avoir été notifiée en bonne et due forme et avoir eu la possibilité de comparaître et d'organiser sa défense, a choisi de ne pas le faire.</p> <p>L'extradition n'est pas accordée si, de l'avis de l'autorité compétente du Burkina Faso, il existe de sérieux motifs de croire que la demande d'extradition a été faite aux fins de poursuivre ou de punir la personne recherchée en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, son origine ethnique, ses opinions politiques ou son sexe.</p> <p>Article 519-4 :</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, l'autorité judiciaire compétente statue compte tenu de toutes circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne recherchée et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.</p> <p>Article 519-5 :</p> <p>La personne extradée ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans le cas où le Burkina Faso y consent. Dans ce cas, une demande est présentée à cet effet accompagnée des pièces nécessaires à l'examen de la demande et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de l'extradé.</p> <p>Lorsque la qualification donnée aux faits incriminés est modifiée au cours de la procédure, la personne extradée ne sera poursuivie ou jugée que dans la mesure où les éléments constitutifs de l'infraction nouvellement qualifiée permettraient l'extradition.</p> <p>Dans le cas où une personne est poursuivie, ou a été condamnée au Burkina Faso et où son extradition est demandée à raison d'une infraction différente, la remise n'est effectuée qu'à la fin des poursuites, et en cas de condamnation si la durée de la peine restant à purger n'excède pas six mois.</p> <p>Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que la personne dont l'extradition est demandée, puisse être envoyée temporairement pour comparaître devant les juridictions de l'Etat requérant, sous la condition expresse qu'il sera renvoyé dès que la justice de l'Etat requérant aura statué.</p> <p>Article 519-6 :</p> <p>Lorsque le Burkina Faso refuse d'extrader, il doit soumettre l'affaire aux autorités compétentes afin que des poursuites judiciaires puissent être exercées s'il y a lieu. La notification de la saisine des autorités compétentes est faite à l'Etat requérant.</p> <p>Section 2 : De la procédure d'extradition</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>Article 519-7 :</p> <p>Toute demande d'extradition est adressée au ministre en charge de la justice du Burkina Faso par la voie diplomatique.</p> <p>Le ministre en charge de la justice transmet la demande dans les meilleurs délais au procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou pour traitement et saisine de la chambre de l'instruction de ladite Cour d'appel.</p> <p>Article 519-8 :</p> <p>La demande d'extradition est formulée par écrit. Elle est accompagnée des documents et informations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit d'une décision de condamnation ;- soit d'un acte de procédure pénale décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de la personne poursuivie devant une juridiction répressive ;- soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité judiciaire, pourvu que ces derniers actes renferment l'indication précise du fait, de la date de ce fait ;- un exposé des faits de la cause.- Les pièces ci-dessus mentionnées doivent être produites en original ou en copie certifiée conforme. <p>La demande d'extradition et les pièces produites à l'appui doivent être accompagnées d'une traduction en langue française le cas échéant.</p> <p>Article 519-9 :</p> <p>Après avoir reçu la demande d'extradition et les documents à l'appui de celle-ci, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou vérifie que les obligations d'ordre documentaire et les dispositions de fond visées à l'article 519-8 ci-dessus sont remplies.</p> <p>Si le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou estime que les informations fournies par les autorités compétentes de l'Etat requérant à l'appui d'une demande d'extradition ne sont pas suffisantes pour rendre une décision autorisant ou non l'extradition, il pourra demander qu'un complément d'informations lui soit fourni dans les meilleurs délais.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>Article 519-10 :</p> <p>En cas d'urgence et sur la demande directe des autorités judiciaires du pays requérant, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou, peut, sur un simple avis transmis par tout mode laissant une trace écrite, de l'existence d'une pièce indiquée à l'article 519-8 ci-dessus, ordonner l'arrestation provisoire de la personne demandée. Le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou doit informer le ministre en charge de la justice de cette arrestation. La personne arrêtée provisoirement doit être mise en liberté d'office si, dans le délai de trente jours, à compter de l'arrestation, l'Etat burkinabè ne reçoit pas la demande d'extradition.</p> <p>La personne arrêtée peut introduire une demande de mise en liberté devant la chambre de l'instruction, qui statue dans un délai de huit jours.</p> <p>En cas de mise en liberté et pour garantir la représentation de la personne demandée, la chambre de l'instruction peut l'assujettir au contrôle judiciaire conformément aux dispositions des articles 261-75 à 261-78 de la présente loi.</p> <p>En cas d'arrestation de la personne recherchée, le procureur général près la cour d'appel de Ouagadougou peut ordonner la perquisition de son domicile ou tout autre lieu aux fins de saisie de tous biens, effets, objets ou documents s'il a l'assurance qu'il existe des motifs raisonnables de croire que ces biens ont un lien quelconque avec les faits objet de la demande d'extradition.</p> <p>La chambre de l'instruction décide, s'il y a lieu ou non, de remettre tout ou partie des biens, effets, objets, documents et numéraires saisis à l'Etat requérant. Cette remise peut avoir lieu, même si l'extradition ne peut se faire par suite de l'évasion, du décès de la personne recherchée ou de tout autre empêchement.</p> <p>La chambre de l'instruction ordonne la restitution des pièces et autres objets énumérés ci-dessus qui ne se rapportent pas aux faits imputés à la personne dont l'extradition est demandée. Elle statue également sur toutes autres réclamations.</p> <p>Article 519- 11 :</p> <p>Dès la réception de la demande d'extradition, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou saisit par réquisitoire la Chambre de l'instruction de ladite demande aux fins de statuer.</p> <p>Le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou fait rechercher la personne dont l'extradition est demandée. En cas d'arrestation, elle est conduite</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>devant le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou dans les quarante-huit heures.</p> <p>Après avoir vérifié l'identité de la personne arrêtée, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou l'informe, dans une langue qu'elle comprend, de l'existence et du contenu de la demande d'extradition dont elle fait l'objet et l'avise qu'elle peut être assistée par un avocat de son choix. Il l'avise qu'elle peut s'entretenir immédiatement avec l'avocat désigné.</p> <p>Le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou fait connaître également à la personne réclamée qu'elle a la faculté de consentir ou de s'opposer à son extradition et lui indique les conséquences juridiques si elle y consent.</p> <p>Le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou reçoit les déclarations de la personne réclamée et, s'il y a lieu, de son avocat, dont il est dressé procès-verbal.</p> <p>Article 519-12 :</p> <p>A la suite de la notification de la demande d'extradition, s'il décide de ne pas laisser en liberté la personne réclamée, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou la présente à la chambre de l'instruction.</p> <p>La chambre de l'instruction peut ordonner l'incarcération et le placement sous écrou extraditionnel de la personne réclamée à la maison d'arrêt du siège de la Cour d'appel de Ouagadougou.</p> <p>Toutefois, si elle estime que sa représentation à tous les actes de la procédure est suffisamment garantie, la chambre de l'instruction peut mettre la personne demandée en liberté et la soumettre, jusqu'à sa comparution devant elle, à une ou plusieurs des mesures prévues aux articles 261-75 à 261-78 de la présente loi.</p> <p>Article 519-13 :</p> <p>Lorsque la personne réclamée a déclaré au procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou consentir à son extradition, la chambre de l'instruction est immédiatement saisie de la procédure. La personne réclamée comparaît devant elle dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de sa présentation au procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou.</p> <p>Lors de la comparution de la personne réclamée, la chambre de l'instruction constate son identité et recueille ses déclarations. Il en est dressé procès-verbal.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>L'audience est publique, sauf si la publicité de l'audience est de nature à nuire au bon déroulement de la procédure en cours, aux intérêts d'un tiers ou à la dignité de la personne. Dans ce cas, la chambre de l'instruction, à la demande du ministère public, de la personne réclamée ou d'office, statue par un arrêt rendu en chambre du conseil.</p> <p>Le ministère public et la personne réclamée sont entendus, cette dernière assistée, le cas échéant, de son avocat et, s'il y a lieu, en présence d'un interprète.</p> <p>Article 519-14 :</p> <p>Si, lors de sa comparution, la personne réclamée déclare consentir à être extradée et que les conditions légales de l'extradition sont remplies, la chambre de l'instruction, après avoir informé cette personne des conséquences juridiques de son consentement, lui en donne acte et statue immédiatement sauf si un complément d'information a été ordonné.</p> <p>L'arrêt de la chambre de l'instruction n'est pas susceptible de recours.</p> <p>Article 519-15 :</p> <p>Lorsque la personne réclamée a déclaré au procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou ne pas consentir à son extradition, la chambre de l'instruction est saisie, sans délai, de la procédure. La personne réclamée comparaît devant elle dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de sa présentation au procureur général.</p> <p>Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 519-13 ci-dessus sont applicables.</p> <p>Si, lors de sa comparution, la personne réclamée déclare ne pas consentir à être extradée, la chambre de l'instruction donne son avis motivé sur la demande d'extradition. Elle rend son avis, sauf si elle ordonne un complément ou supplément d'information.</p> <p>Cet avis est défavorable si la chambre estime que les conditions légales de l'extradition ne sont pas remplies ou qu'il y a une erreur évidente.</p> <p>Le pourvoi formé contre un avis favorable à l'extradition de la chambre de l'instruction ne peut être fondé que sur des vices de forme de nature à priver cet avis des conditions essentielles de son existence légale. Le délai pour former le pourvoi est de cinq jours à compter du prononcé de l'avis favorable à l'extradition.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>Article 519-16 :</p> <p>La chambre de l'instruction peut, par une décision qui n'est susceptible d'aucun recours, autoriser l'Etat requérant à intervenir à l'audience au cours de laquelle la demande d'extradition est examinée, par l'intermédiaire d'une personne habilitée par ledit Etat à cet effet. Lorsque l'Etat requérant est autorisé à intervenir, il ne devient pas partie à la procédure.</p> <p>Article 519-17 :</p> <p>Si l'avis motivé de la chambre de l'instruction rejette la demande d'extradition et que cet avis est définitif, l'extradition ne peut être accordée. Aucun recours ne peut être exercé contre cet avis. La personne réclamée, si elle n'est pas détenue pour une autre cause, est alors mise d'office en liberté.</p> <p>Article 519-18 :</p> <p>Dans les cas autres que celui prévu à l'article 519-17 ci-dessus, l'extradition est autorisée par décret du Premier ministre pris sur le rapport du ministre en charge de la justice. Si, dans le délai d'un mois à compter de la notification de ce décret à l'Etat requérant, la personne réclamée n'a pas été reçue par les agents de cet Etat, l'intéressé est, sauf cas de force majeure, mis d'office en liberté et ne peut plus être réclamé pour la même cause.</p> <p>Article 519-19 :</p> <p>La personne réclamée peut demander sa mise en liberté à tout moment à la chambre de l'instruction. L'avocat de la personne réclamée est convoqué, par tout moyen laissant trace écrite, quarante-huit heures au moins avant la date de l'audience. La chambre de l'instruction statue après avoir entendu le ministère public ainsi que la personne réclamée ou son avocat, dans les plus brefs délais et au plus tard dans les huit jours de la réception de la demande, par un arrêt. La chambre de l'instruction peut également, lorsqu'elle ordonne la mise en liberté de la personne réclamée et à titre de mesure de sûreté, astreindre l'intéressé à</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>se soumettre à une ou plusieurs des obligations énumérées aux articles 261-75 à 261-78 de la présente loi.</p> <p>Préalablement à sa mise en liberté, la personne réclamée doit signaler à la chambre de l'instruction ou au chef de l'établissement pénitentiaire son adresse. Elle est avisée qu'elle doit signaler à la chambre de l'instruction, par nouvelle déclaration ou par tout moyen laissant trace écrite tout changement de l'adresse déclarée. Elle est également avisée que toute notification ou signification faite à la dernière adresse déclarée sera réputée faite à sa personne.</p> <p>Article 519-20 :</p> <p>La mainlevée du contrôle judiciaire ou la modification de celui-ci peut être ordonnée à tout moment par la chambre de l'instruction soit d'office, soit sur les réquisitions du procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou, soit à la demande de la personne réclamée après avis du procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou.</p> <p>La chambre de l'instruction statue dans les huit jours de sa saisine.</p> <p>Article 519-21 :</p> <p>Si la personne réclamée se soustrait volontairement aux obligations du contrôle judiciaire ou si, après avoir bénéficié d'une mise en liberté non assortie du contrôle judiciaire, il apparaît qu'elle entend manifestement se dérober à la demande d'extradition, la chambre de l'instruction peut, sur les réquisitions du ministère public, décerner mandat d'arrêt à son encontre.</p> <p>La chambre de l'instruction confirme, s'il y a lieu, la révocation du contrôle judiciaire ou de la mise en liberté de l'intéressé.</p> <p>Le ministère public et la personne réclamée sont entendus, cette dernière assistée, le cas échéant, de son avocat et, s'il y a lieu, en présence d'un interprète.</p> <p>Article 519-22 :</p> <p>Si la personne réclamée est en liberté lorsque la décision du gouvernement ayant autorisé l'extradition n'est plus susceptible de recours, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou peut ordonner la recherche et l'arrestation de l'intéressé et son placement sous écrou extraditionnel. Lorsque celui-ci a été</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
	<p>appréhendé, le procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou donne avis de cette arrestation, sans délai, au ministre en charge de la justice.</p> <p>La remise à l'Etat requérant de la personne réclamée s'effectue dans les sept jours suivant la date de l'arrestation, faute de quoi elle est mise d'office en liberté.</p>
<p>Article 25 – General principles relating to mutual assistance</p> <p>1 The Parties shall afford one another mutual assistance to the widest extent possible for the purpose of investigations or proceedings concerning criminal offences related to computer systems and data, or for the collection of evidence in electronic form of a criminal offence.</p> <p>2 Each Party shall also adopt such legislative and other measures as may be necessary to carry out the obligations set forth in Articles 27 through 35.</p> <p>3 Each Party may, in urgent circumstances, make requests for mutual assistance or communications related thereto by expedited means of communication, including fax or e-mail, to the extent that such means provide appropriate levels of security and authentication (including the use of encryption, where necessary), with formal confirmation to follow, where required by the requested Party. The requested Party shall accept and respond to the request by any such expedited means of communication.</p> <p>4 Except as otherwise specifically provided in articles in this chapter, mutual assistance shall be subject to the conditions provided for by the law of the requested Party or by applicable mutual assistance treaties, including the grounds on which the requested Party may refuse co-operation. The requested Party shall not exercise the right to refuse mutual assistance in relation to the offences referred to in Articles 2 through 11 solely on the ground that the request concerns an offence which it considers a fiscal offence.</p> <p>5 Where, in accordance with the provisions of this chapter, the requested Party is permitted to make mutual assistance conditional upon the existence of dual criminality, that condition shall be deemed fulfilled, irrespective of whether its laws place the offence within the same category of offence or denominate the offence by the same terminology as the requesting Party, if the conduct underlying the offence for which assistance is sought is a criminal offence under its laws.</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>Article 26 – Spontaneous information</p> <p>1 A Party may, within the limits of its domestic law and without prior request, forward to another Party information obtained within the framework of its own investigations when it considers that the disclosure of such information might assist the receiving Party in initiating or carrying out investigations or proceedings concerning criminal offences established in accordance with this Convention or might lead to a request for co-operation by that Party under this chapter.</p> <p>2 Prior to providing such information, the providing Party may request that it be kept confidential or only used subject to conditions. If the receiving Party cannot comply with such request, it shall notify the providing Party, which shall then determine whether the information should nevertheless be provided. If the receiving Party accepts the information subject to the conditions, it shall be bound by them.</p>	
<p>Article 27 – Procedures pertaining to mutual assistance requests in the absence of applicable international agreements</p> <p>1 Where there is no mutual assistance treaty or arrangement on the basis of uniform or reciprocal legislation in force between the requesting and requested Parties, the provisions of paragraphs 2 through 9 of this article shall apply. The provisions of this article shall not apply where such treaty, arrangement or legislation exists, unless the Parties concerned agree to apply any or all of the remainder of this article in lieu thereof.</p> <p>2 a Each Party shall designate a central authority or authorities responsible for sending and answering requests for mutual assistance, the execution of such requests or their transmission to the authorities competent for their execution.</p> <p>b The central authorities shall communicate directly with each other;</p> <p>c Each Party shall, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, communicate to the Secretary General of the Council of Europe the names and addresses of the authorities designated in pursuance of this paragraph;</p> <p>d The Secretary General of the Council of Europe shall set up and keep updated a register of central authorities designated by the Parties. Each Party shall ensure that the details held on the register are correct at all times.</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>3 Mutual assistance requests under this article shall be executed in accordance with the procedures specified by the requesting Party, except where incompatible with the law of the requested Party.</p> <p>4 The requested Party may, in addition to the grounds for refusal established in Article 25, paragraph 4, refuse assistance if:</p> <p>a the request concerns an offence which the requested Party considers a political offence or an offence connected with a political offence, or</p> <p>b it considers that execution of the request is likely to prejudice its sovereignty, security, <i>ordre public</i> or other essential interests.</p> <p>5 The requested Party may postpone action on a request if such action would prejudice criminal investigations or proceedings conducted by its authorities.</p> <p>6 Before refusing or postponing assistance, the requested Party shall, where appropriate after having consulted with the requesting Party, consider whether the request may be granted partially or subject to such conditions as it deems necessary.</p> <p>7 The requested Party shall promptly inform the requesting Party of the outcome of the execution of a request for assistance. Reasons shall be given for any refusal or postponement of the request. The requested Party shall also inform the requesting Party of any reasons that render impossible the execution of the request or are likely to delay it significantly.</p> <p>8 The requesting Party may request that the requested Party keep confidential the fact of any request made under this chapter as well as its subject, except to the extent necessary for its execution. If the requested Party cannot comply with the request for confidentiality, it shall promptly inform the requesting Party, which shall then determine whether the request should nevertheless be executed.</p> <p>9 a In the event of urgency, requests for mutual assistance or communications related thereto may be sent directly by judicial authorities of the requesting Party to such authorities of the requested Party. In any such cases, a copy shall be sent at the same time to the central authority of the requested Party through the central authority of the requesting Party.</p> <p>b Any request or communication under this paragraph may be made through the International Criminal Police Organisation (Interpol).</p> <p>c Where a request is made pursuant to sub-paragraph a. of this article and the authority is not competent to deal with the request, it shall refer the</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>request to the competent national authority and inform directly the requesting Party that it has done so.</p> <p>d Requests or communications made under this paragraph that do not involve coercive action may be directly transmitted by the competent authorities of the requesting Party to the competent authorities of the requested Party.</p> <p>e Each Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, inform the Secretary General of the Council of Europe that, for reasons of efficiency, requests made under this paragraph are to be addressed to its central authority.</p>	
<p>Article 28 – Confidentiality and limitation on use</p> <p>1 When there is no mutual assistance treaty or arrangement on the basis of uniform or reciprocal legislation in force between the requesting and the requested Parties, the provisions of this article shall apply. The provisions of this article shall not apply where such treaty, arrangement or legislation exists, unless the Parties concerned agree to apply any or all of the remainder of this article in lieu thereof.</p> <p>2 The requested Party may make the supply of information or material in response to a request dependent on the condition that it is:</p> <p>a kept confidential where the request for mutual legal assistance could not be complied with in the absence of such condition, or</p> <p>b not used for investigations or proceedings other than those stated in the request.</p> <p>3 If the requesting Party cannot comply with a condition referred to in paragraph 2, it shall promptly inform the other Party, which shall then determine whether the information should nevertheless be provided. When the requesting Party accepts the condition, it shall be bound by it.</p> <p>4 Any Party that supplies information or material subject to a condition referred to in paragraph 2 may require the other Party to explain, in relation to that condition, the use made of such information or material.</p>	
<p>Article 29 – Expedited preservation of stored computer data</p> <p>1 A Party may request another Party to order or otherwise obtain the expeditious preservation of data stored by means of a computer system, located within the territory of that other Party and in respect of which the</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>requesting Party intends to submit a request for mutual assistance for the search or similar access, seizure or similar securing, or disclosure of the data.</p> <p>2 A request for preservation made under paragraph 1 shall specify:</p> <ul style="list-style-type: none"> a the authority seeking the preservation; b the offence that is the subject of a criminal investigation or proceedings and a brief summary of the related facts; c the stored computer data to be preserved and its relationship to the offence; d any available information identifying the custodian of the stored computer data or the location of the computer system; e the necessity of the preservation; and f that the Party intends to submit a request for mutual assistance for the search or similar access, seizure or similar securing, or disclosure of the stored computer data. <p>3 Upon receiving the request from another Party, the requested Party shall take all appropriate measures to preserve expeditiously the specified data in accordance with its domestic law. For the purposes of responding to a request, dual criminality shall not be required as a condition to providing such preservation.</p> <p>4 A Party that requires dual criminality as a condition for responding to a request for mutual assistance for the search or similar access, seizure or similar securing, or disclosure of stored data may, in respect of offences other than those established in accordance with Articles 2 through 11 of this Convention, reserve the right to refuse the request for preservation under this article in cases where it has reasons to believe that at the time of disclosure the condition of dual criminality cannot be fulfilled.</p> <p>5 In addition, a request for preservation may only be refused if:</p> <ul style="list-style-type: none"> a the request concerns an offence which the requested Party considers a political offence or an offence connected with a political offence, or b the requested Party considers that execution of the request is likely to prejudice its sovereignty, security, <i>ordre public</i> or other essential interests. <p>6 Where the requested Party believes that preservation will not ensure the future availability of the data or will threaten the confidentiality of or otherwise prejudice the requesting Party's investigation, it shall promptly so</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>inform the requesting Party, which shall then determine whether the request should nevertheless be executed.</p> <p>4 Any preservation effected in response to the request referred to in paragraph 1 shall be for a period not less than sixty days, in order to enable the requesting Party to submit a request for the search or similar access, seizure or similar securing, or disclosure of the data. Following the receipt of such a request, the data shall continue to be preserved pending a decision on that request.</p>	
<p>Article 30 – Expedited disclosure of preserved traffic data</p> <p>1 Where, in the course of the execution of a request made pursuant to Article 29 to preserve traffic data concerning a specific communication, the requested Party discovers that a service provider in another State was involved in the transmission of the communication, the requested Party shall expeditiously disclose to the requesting Party a sufficient amount of traffic data to identify that service provider and the path through which the communication was transmitted.</p> <p>2 Disclosure of traffic data under paragraph 1 may only be withheld if:</p> <p>a the request concerns an offence which the requested Party considers a political offence or an offence connected with a political offence; or</p> <p>b the requested Party considers that execution of the request is likely to prejudice its sovereignty, security, <i>ordre public</i> or other essential interests.</p>	
<p>Article 31 – Mutual assistance regarding accessing of stored computer data</p> <p>1 A Party may request another Party to search or similarly access, seize or similarly secure, and disclose data stored by means of a computer system located within the territory of the requested Party, including data that has been preserved pursuant to Article 29.</p> <p>2 The requested Party shall respond to the request through the application of international instruments, arrangements and laws referred to in Article 23, and in accordance with other relevant provisions of this chapter.</p> <p>3 The request shall be responded to on an expedited basis where:</p> <p>a there are grounds to believe that relevant data is particularly vulnerable to loss or modification; or</p> <p>b the instruments, arrangements and laws referred to in paragraph 2 otherwise provide for expedited co-operation.</p>	

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>Article 32 – Trans-border access to stored computer data with consent or where publicly available</p> <p>A Party may, without the authorisation of another Party:</p> <p>a access publicly available (open source) stored computer data, regardless of where the data is located geographically; or</p> <p>b access or receive, through a computer system in its territory, stored computer data located in another Party, if the Party obtains the lawful and voluntary consent of the person who has the lawful authority to disclose the data to the Party through that computer system.</p>	
<p>Article 33 – Mutual assistance in the real-time collection of traffic data</p> <p>1 The Parties shall provide mutual assistance to each other in the real-time collection of traffic data associated with specified communications in their territory transmitted by means of a computer system. Subject to the provisions of paragraph 2, this assistance shall be governed by the conditions and procedures provided for under domestic law.</p> <p>2 Each Party shall provide such assistance at least with respect to criminal offences for which real-time collection of traffic data would be available in a similar domestic case.</p>	
<p>Article 34 – Mutual assistance regarding the interception of content data</p> <p>The Parties shall provide mutual assistance to each other in the real-time collection or recording of content data of specified communications transmitted by means of a computer system to the extent permitted under their applicable treaties and domestic laws.</p>	
<p>Article 35 – 24/7 Network</p> <p>1 Each Party shall designate a point of contact available on a twenty-four hour, seven-day-a-week basis, in order to ensure the provision of immediate assistance for the purpose of investigations or proceedings concerning criminal offences related to computer systems and data, or for the collection of evidence in electronic form of a criminal offence. Such assistance shall include facilitating, or, if permitted by its domestic law and practice, directly carrying out the following measures:</p> <p>a the provision of technical advice;</p>	<p>Le point de contact 24/7 à être établi.</p>

BUDAPEST CONVENTION	DOMESTIC LEGISLATION
<p>b the preservation of data pursuant to Articles 29 and 30;</p> <p>c the collection of evidence, the provision of legal information, and locating of suspects.</p> <p>2 a A Party's point of contact shall have the capacity to carry out communications with the point of contact of another Party on an expedited basis.</p> <p>b If the point of contact designated by a Party is not part of that Party's authority or authorities responsible for international mutual assistance or extradition, the point of contact shall ensure that it is able to co-ordinate with such authority or authorities on an expedited basis.</p> <p>3 Each Party shall ensure that trained and equipped personnel are available, in order to facilitate the operation of the network.</p>	
<p>Article 42 – Reservations</p> <p>By a written notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe, any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, declare that it avails itself of the reservation(s) provided for in Article 4, paragraph 2, Article 6, paragraph 3, Article 9, paragraph 4, Article 10, paragraph 3, Article 11, paragraph 3, Article 14, paragraph 3, Article 22, paragraph 2, Article 29, paragraph 4, and Article 41, paragraph 1. No other reservation may be made.</p>	